

MULTINATIONALES, INFORMATION ET HISTOIRE CONTEMPORAINE

Alors que les pays non alignés ont mis à l'ordre du jour des Assemblées générales de l'Unesco (Nairobi, 1976 ; Paris, 1978) l'établissement d'un Nouvel Ordre Mondial de l'Information, la gauche européenne, et en particulier la gauche belge dont la faiblesse en matière de presse est une donnée historique, sous-estime encore l'importance du détournement de l'information opérée par les sociétés multinationales. A. Lange () suggère ici que c'est contre ce détournement que doit s'inscrire un projet de "réappropriation de l'histoire de Belgique".*

Critique Politique

L'objectif de *Critique Politique* d'opérer une "réappropriation de l'histoire de Belgique" risque de pêcher par idéalisme tant que n'auront pas été désignés, montrés du doigt les spoliateurs de cette histoire. On cherchera ici à cerner que l'un des agents de cette expropriation de l'histoire contemporaine est l'entreprise multinationale, craintive de la chronique que Philippe de Commynes écrira au bout de son télex.

Déjà le décor de la chronique a été décapé, dissous dans nos consciences. La Belgique pense peu sa relation à l'impérialisme. Les Berlinoises voient chaque jour le Mur. Le porte-avions de la V^e flotte est en permanence dans le golfe de Naples. Pays de première ligne, l'Allemagne fédérale et l'Italie peuvent avoir une conscience physique, quotidienne de la fracture du monde en deux empires.

Géo-politiquement, la Belgique est, comme la Suisse, un des lobes du cerveau du capitalisme occidental, un centre administratif de la gestion internationale. Grâce à l'influence déterminante du leader historique de la social-démocratie belge, Paul-Henri Spaak, la Belgique est devenue la terre d'asile à la fois du commandement général de l'O.T.A.N. et de la Commission de la Communauté économique européenne. Mieux : la grande dame criminelle, I.T.T., a établi au boulevard de l'Empereur la tour d'où elle gère ses fiefs européens. Son président, Harold S. Geneen, débarque une quarantaine de fois l'an, en Boeing, accompagné de son escorte. On dit même qu'il se vante d'avoir fait attendre le roi Baudouin, dit Basilio, soi-même. La Belgique est un lieu cérébral discret.

Voulez-vous ancrer la Belgique dans l'histoire mondiale ? En 1945, elle (Paul-Henri Spaak et l'Union Minière) a vendu aux Etats-Unis l'uranium congolais d'Hiroshima et de Nagasaki.

Ayant ainsi participé au crime originel de l'ère atomique, la Belgique bénéficie, plus que les autres nations européennes, de l'aide américaine à la rénovation. Cadeau empoisonné. Avec plus d'un tiers de l'investissement net dans les entreprises, les multinationales sont devenues un facteur majeur de notre économie. Et l'on peut se demander pourquoi la "mémoire nationale" a déjà effacé la panique qui saisit milieux industriels et gouvernementaux lorsqu'en 1968 le président Johnson décida, par volonté unilatérale, d'établir un moratoire sur l'exportation de capitaux américains vers les pays dits de la *Schedule C*, incluant l'ensemble de la C.E.E.

(*) André Lange, *Le tam-tam Capital. De l'Agence Havas au Nouvel Ordre Mondial de l'Information, le développement des agences de presse dans le mode de production capitaliste*, Mémoire de licence, Information et Arts de Diffusion, Université de Liège, 1978.

Ce décor de notre histoire a été repeint par les westerns, retransmis de la 10^e province par R.T.L. Aliénation de colonisés : nous sommes des nègres belges américains. Dans *Business Week*, en 1969, un jeune cadre belge décrit la discrimination vécue dans les entreprises américaines par l'expression "négritude blanche".

Mais l'amère belgitude n'a pas encore trouvé son Césaire, son Neruda ou son Pasolini pour lui dire l'amplitude de son malheur. Seule Chantal Ackermann nous a montré la beauté poignante et menaçante de Manhattan, Rockefeller City. Quant à la classe ouvrière, grassement nourrie d'un chocolat au sang de Lumumba, les yeux tout embués de porte-clefs électoraux, elle ne prend que progressivement conscience de la fin du rêve, trahi par les stratégies tiers-mondistes de Burroughs, Siemens, Reynolds, Salik, R.C.A. . . .

La réappropriation de l'histoire contemporaine passera par une étude minutieuse des stratégies impérialistes. Mais cette étude sera-t-elle possible ? C'est que

pour écrire l'histoire, il faut des chroniques et que là-bas, dans les bureaux de Manhattan, concrétisant le vieux projet *Big Brother* de G. Orwell, la Commission trilatérale théorise le truquage des chroniques, des informations de presse. Voyons cela.

"Un défi important est lancé par les intellectuels et par les groupes proches d'eux, qui affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme et de l'inefficacité de la démocratie, en même temps que de la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole. Ils disposent pour cela de moyens puissants, non seulement l'enseignement, mais également la presse, très importante source de désintégration des vieilles formes de contrôle social. Les journalistes tendent à s'organiser entre eux pour résister à la pression des intérêts financiers et gouvernementaux. Leur autonomie ne conduit pas nécessairement à une transparence de la vérité, mais peut déformer la perception de la réalité. (. . .) Les preuves ne manquent pas qui suggèrent que le journalisme télévisé a contribué à saper l'autorité gouvernementale. (. . .) Par le choix des thèmes traités, l'accent mis sur la controverse et la violence, les journalistes ont tendu à provoquer des attitudes défavorables à l'égard des institutions et un déclin de la confiance accordée aux gouvernements."

Ceci est un morceau choisi de ce que M. Goldring a appelé le "Samizdat occidental", *The Crisis of Democracy. Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission*. Ce rapport — écrit par un sociologue japonais, T. Watanuki ; par un professeur de Harvard, S. Huntington, déjà connu par sa théorisation des bombardements civils au Viêt-nam ; et par un sociologue français, M. Crozier, théoricien des organisations et de la bureaucratie, influent dans nos instituts de sociologie et de sciences sociales appliquées — a une importance, tant par les idées qu'il énonce que par le public auquel il s'adresse : les éminents membres de la Commission trilatérale, à savoir le gratin du capitalisme occidental. Entre autres : un président des Etats-Unis (James Carter), un Premier ministre français (Raymond Barre), un Belge président du Mouvement européen (Georges Berthoin), et les autres . . .

Les conclusions logiques de la critique en règle des pouvoirs abusifs des journalistes, c'est que de même que pour réprimer les abus de la liberté d'entreprise, il a fallu voter une législation antitrust, de même "quelque chose de comparable apparaît nécessaire en ce qui concerne les media". Il faudra également "assurer aux gouvernements le droit et la possibilité pratique de retenir l'information à la source". Autrement dit, de truquer la chronique.

Poussant plus loin l'analyse, l'ancien président de la Commission, aujourd'hui principal conseiller du président des Etats-Unis, laisse augurer une conception planificatrice de l'information :

"La démocratie peut-elle coexister avec une situation de surabondance de l'information ? Le fait est que la société moderne, européenne ainsi qu'américaine, devient saturée de "nouvelles" et d'informations. Le problème n'est

plus aujourd'hui de déterminer ce dont il faut être au courant mais : comment interpréter ce véritable tir de barrage d'informations qui nous assaille ? Cette saturation a pour effet d'entraver davantage encore tout effort de synthèse et de généralisation pour le long terme, tandis qu'elle braque les préoccupations du public sur l'immédiat. De plus en plus, l'intérêt du public et l'attention des dirigeants sautent d'une crise à l'autre — une crise devient aujourd'hui à la mode (l'environnement), une autre lui succède (l'énergie), puis une autre encore (la production alimentaire) — sans qu'aucune n'ait reçu l'attention qu'elle mérite."

On sent venir le vent : c'est aux journalistes qu'il faut exproprier le pouvoir d'écrire la chronique. On est allé trop loin avec cette histoire du Watergate ; il faut rendre l'écriture de l'histoire à l'Etat, voire aux firmes multinationales elles-mêmes. Certains journalistes, ou plus exactement certains patrons de presse, semblent prêts à avaliser cette conception, en abandonnant leur fonction de quatrième pouvoir pour se contenter du rôle de simple médiateur entre l'appareil d'Etat et la population. C'est ainsi que Mme Claire Boothe Luce, veuve du fondateur de *Time*, aurait suggéré, lors d'une réunion de la Commission trilatérale, que le secrétariat d'Etat fournisse à la presse "les lignes principales à suivre" pour expliquer la politique américaine en Italie à l'opinion publique.

Dans ce système, c'est la conférence de presse, le *hearing*, qui est le grand pipage des dés.

"Une conférence de presse doit être florissante. Le président de la Compagnie, flanqué d'une brochette d'experts respectés, doit annoncer avec regret les mauvaises nouvelles. Les "experts" ne doivent pas être là comme des décorations, mais pour renforcer avec des détails péremptoires les propositions du président-général. Quelques journalistes seront, avec bonheur, contactés brièvement à l'avance, de manière que l'on pourra être sûr que des questions intelligentes et raisonnables seront posées et que d'autres journalistes suivront la direction des quelques-uns (. . .). D'une manière idéale, notre personnel d'encadrement doit avoir un large éventail de contacts avec les journalistes et les hommes politiques (. . .). La presse deviendra alors, graduellement, par la somme de ses membres individuels, notre alliée plus que notre critique. Gagner la presse est un pas immense pour gagner l'opinion publique. N'oublions jamais que les relations publiques ne doivent jamais être publiques. Elles doivent être hors de vue."

Ces *Recommendations for 1970* d'I.T.T. m'aident à déchiffrer la petite chronique belge suivante, qui remonte à mars 1978, une semaine après le vote au Parlement du "pacte" communautaire. On annonça à cette époque qu'un accord avait été conclu entre des ministres wallons, des notables du P.S.B. (Leburton, Charlier, attaché de cabinet de W. Claes, Falize, Mottard . . .) et la Bell Telephone, filiale belge d'I.T.T. Il s'agissait d'un projet important pour l'avenir de la Wallonie, puisqu'il y était question de l'ouverture d'un bureau de prospection pour l'aide aux petites et moyennes entreprises. Notre *Soir* national reprit, sans humour, la déclaration du président de la Bell Telephone (on ne parla pas

d'I.T.T.) selon laquelle il s'agissait "de lever une barrière psychologique qui a pu être constatée entre les sociétés wallonnes et une société établie à Anvers" ! Ruse du titan américain : présenter sa victoire comme une victoire de l'unité nationale.

Les attaques portées depuis la fin des années soixante par différents milieux (syndicats, cadres, intellectuels, presse . . .) contre les multinationales, amènent celles-ci à mettre en œuvre des stratégies publicitaires de grande envergure pour défendre leur statut face à l'opinion publique. L'Association suisse pour un Développement solidaire a publié, en mai 1978, un *Rapport sur l'infiltration des multinationales dans les Organisations des Nations-Unies*. Ce rapport est basé sur la reproduction d'extraits authentiques de plus de cent procès-verbaux, lettres et rapports émanant de firmes multinationales suisses ou de personnalités suisses au service de ces firmes ; ces documents démontent la stratégie mise en place par ces sociétés suisses en vue d'influencer le groupe des "personnes éminentes" désignées par le Conseil économique et social des Nations-Unies (ECOSOC) pour mener une enquête sur les répercussions de l'activité des firmes multinationales sur les pays en voie de développement. L'objectif principal de cette stratégie est de neutraliser les Nations-Unies et la presse. Tout y passe : manœuvres pour le placement d'un homme sûr dans le groupe des personnes éminentes, formation d'un groupe de coordination secret qui se réunit quinze fois entre 1972 et 1974, communication par la "personne sûre" (en l'occurrence H. Schaffner, ancien ministre de la Confédération) des dossiers de la commission aux firmes, pressions sur les opposants (S. Mansholt, C. Levinson), et enfin recours à des journalistes bienveillants.

Extrait de ce dossier, voici le procès-verbal de la 13^e réunion sur les multinationales tenue le 29 octobre 1973 entre les représentants de cinq de ces multinationales suisses (dont Nestlé et Sandoz) :

"Il faut profiter des *hearings* pour améliorer l'image des multinationales. La presse doit mettre en relief les aspects positifs de leur activité. Nos services de publicité internes initieront les journalistes à ces problèmes et leur fourniront la documentation nécessaire."

Les mêmes firmes se sont octroyé les services d'un journaliste économique, P. Keller, comme en témoigne cette lettre d'un représentant de Nestlé à son collègue de la Hoffman-La Roche (23 novembre 1973) :

"Je vous remercie de votre lettre du 13 novembre par laquelle vous nous informez que M. Paul Keller serait prêt à faire un travail de journaliste en faveur des multinationales. (. . .) Que M. Keller puisse nous assister en faisant des articles sur les multinationales est certainement une excellente chose, mais il faudrait éviter qu'il apparaisse comme étant à la solde des SMN, ce qui enlèverait toute crédibilité à ses articles (. . .). Il serait en outre utile d'examiner comment il pourrait nous aider à redresser l'image des grandes sociétés, mais là également il faudrait éviter que sa collaboration avec notre groupe lui enlève l'influence sur ses lecteurs et ne diminue la

valeur de ses actions éventuelles.”

En Belgique également, les attaques contre les multinationales dérangent. Le 15 février 1977, lors d'une communication devant l'American Chamber of Commerce in Belgium (c'est-à-dire le lieu de rencontre entre la F.E.B. et les représentants d'Esso, de la General Motor, d'I.B.M., de la Metro-Goldwyn-Mayer, de la General Electric, de la Pan American, d'I.T.T.), J. De Staercke, président de Fabrimétal s'en prenait vivement au "rapport Maldague", écrit par de hauts fonctionnaires de la C.E.E. et publié par l'hebdomadaire *Notre Temps* en 1976. Moins de six mois plus tard, *Notre Temps* disparaissait (définitivement ?) de l'horizon de la presse belge. Hasard ?

Comme le laissait pressentir le rapport *The Crisis of Democracy*, le capitalisme multinational est entré dans une phase de restriction de la liberté de la presse. Après la victoire du *Washington Post* sur le président Nixon, l'I.I.P. a constaté une recrudescence de la répression à l'encontre des journalistes américains. Une décision de la Cour suprême américaine, en mai 1978, a créé un précédent qui permet la saisie des dossiers des journalistes relatifs aux affaires judiciaires. Si de telles mesures avaient été prises plus tôt, elles auraient pu empêcher que soient dévoilés les scandales du Pentagone et du Watergate.

En France, le pouvoir giscardien semble vouloir vider de sa substance le statut d'autonomie de l'A.F.P., au risque de compromettre la crédibilité internationale de celle-ci : en 1976, le personnel de l'agence fait grève pour protester contre la nomination comme directeur général adjoint d'un haut fonctionnaire ayant occupé différents postes dans les services d'information gouvernementaux ; en 1977, pour protester contre les pressions du pouvoir à propos des affaires du Sahara et de la campagne électorale. Enfin, l'ingérence présidentielle dans l'élection du nouveau directeur de l'agence conduit H. Beuve-Mery, fondateur du *Monde*, à démissionner, en signe de protestation, de la présidence du Syndicat de la Presse française.

En Belgique, une conférence de presse de réfugiés politiques est interdite pour ménager la susceptibilité d'un dictateur zaïrois plus ami qu'ennemi. Jean Gol, ancien secrétaire d'Etat, mène au Conseil culturel une campagne contre les journalistes "gauchistes" de la R.T.B. et se déclare par ailleurs partisan d'un Ordre des journalistes, dont il reconnaît lui-même l'aspect peu constitutionnel, mais aussi l'"opportunité en période de crise économique".

La tendance est à la répression et à la reprise en main. Les enjeux, évidemment, ne sont pas uniquement discursifs : reconstitution des taux de profit et maintien des hégémonies politiques sont au centre des débats. Mais le capitalisme occidental a compris qu'un des éléments importants pour l'issue de la crise actuelle est le contrôle qu'il pourra exercer sur l'écriture de la Chronique.

André LANGE

Bibliographie

- P.-H. SPAAK, *Combats inachevés*, Paris, Fayard, 1969.
- C. d'YDEWALLE, *L'Union Minière du Haut Katanga*, Paris, Plon, 1960.
- C. TUGENDHAT, *The Multinationals*, Penguin Books, 1971.
- R. MICHEL, *Les investissements américains en Belgique*, Bruxelles, C.R.I.S.P., 1970.
- M. CROZIER, S. HUNTINGTON et T. WATANUKI, *The Crisis of Democracy. Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York University, 1974.
- C. JULIEN, "Les démocraties victimes d'elles-mêmes ?", dans *Le Monde diplomatique*, mars 1974.
- D. JOHNSTONE, "Les puissances économiques qui soutiennent J. Carter", dans *Le Monde diplomatique*, novembre 1976.
- Z. BRZEZINSKI, "Carrefours européens", dans *Illusions dans l'équilibre entre les puissances*, L'Herne, 1977.
- A. SAMPSON, *The Sovereign State, Secret History of I.T.T.*, Coronet Books, 1973.
- Le Soir*, 14 mars 1978.
- Association suisse pour un développement solidaire, *Rapport sur l'infiltration des multinationales dans les Organisations des Nations-Unies*, Berne, 1978.
- J. DE STAERCKE, "The Belgian Economy", adress to American Chamber of Commerce in Belgium, 15 février 1977.

Le Transnational Institute (Paulus Potterstraat, 20 - 1071 Amsterdam) en collaboration avec l'IDOC (Via San Maria dell'Anima, 30, Piano III, 00186 Rome) commence la publication d'un bulletin bibliographique intitulé : *Transnationals Information Exchange*, recensant les publications critiques relatives aux firmes multinationales.

D'autre part, l'Université de la Paix organise à Tihange, dans le seconde quinzaine du mois de juillet, une session d'été consacrée aux problèmes du "Nouvel ordre mondial de l'Information".